



Défaillance de l'Economie Publique en République Démocratique du Congo, Une Analyse Théorique et Empirique

OKITO Gaston

Titre Académique : - Licencié en Economie Publique et

- Licencié en Comptabilité

doctorant en Economie à l'université de lubumbashi.

Titre professionnel : Chef de Travaux

Résumé :

D'une manière succincte, l'économie publique étudie les justifications et les effets de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Selon Jacques Drève, l'économie publique est née dans les années 1950 lorsqu'elle s'est distinguée de la « Finance Publique », qui étudie spécifiquement le financement de l'Etat.

Quand on parle de la défaillance de l'Economie Publique ; c'est le fait que l'Etat engendre des inefficacités en matière d'intervention Economique.

Abstract :

Public economics, in brief, deals with the effects of and justifications for the state's intervention in the country's economy. According to James Dreve, public economics started in the 1950's when it got its autonomy from public finance which deals specifically with the state's financing. Public economy is said to fail when the state is the source of inefficiencies in economic intervention matters.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.14881561>

1. INTRODUCTION

En tenant compte de notre sujet, nous avons observé les phénomènes qui sont liés à la thématique à savoir : « Défaillance de l'Economie Publique en République Démocratique du Congo, une analyse théorique et empirique de 2016 à 2020 » et cette durée n'exclut pas la référence des aspects chronologiques et précédents pour les raisons de circonstance et de cohérence.

Nous cherchons à savoir pourquoi l'Etat Congolais n'a pas pu bien assumer son rôle en résorbant l'inflation, les inégalités et en ne baissant pas les taux d'intérêt. Nous ferons aussi allusion aux défaillances dans le cadre de l'utilisation des ressources ; à savoir les défaillances organisationnelles et les défaillances allocatives.

En réalité, l'économie publique est le domaine de l'Analyse économique consacré à l'étude de l'Etat acteur Economique est désigné le plus souvent Economie Publique ou Finances Publiques.

L'économie publique analyse la nature et les conséquences des prestations de l'intervention, du financement, de l'organisation de l'Etat. Elle inclut l'Analyse des comportements des serviteurs de l'Etat (Politiciens et fonctionnaires) sur le bien-être des citoyens.

De plus, l'économie Publique a deux approches :

- Une Approche descriptive ou positive qui cherche à comprendre et à expliquer les faits tels que liés aux causes et aux conséquences ; établir une théorie sur la base d'hypothèses de comportement que l'on teste empiriquement. On peut alors passer aux prévisions.
- L'Approche normative : Economie du bien-être, le positif : « ce qui est » et le bien normatif : « ce qui devrait être ». L'Approche normative cherche, sur la base du positif, à formuler les objectifs à viser pour améliorer le bien-être de la communauté ainsi que les moyens à mettre pour y parvenir.

Sur fond de ces considérations théoriques, ce papier cherchera à décrire la défaillance de l'économie publique en République Démocratique du Congo de 2016 à 2020.

I. Analyse Théorique et Empirique

Pour comprendre ce sujet et pour vérifier la défaillance de l'économie publique nous allons vérifier si l'intervention de l'Etat se passe bien, si le financement est bien géré, et si l'organisation de l'Etat est idéale ; et enfin l'analyse des comportements des serviteurs de l'Etat (politiciens et fonctionnaires) sur le bien-être des citoyens.

En ce qui concerne les raisons d'être de l'Intervention Publique et les normes de l'Action Publique ; il sied de savoir que l'économie normative a pour but de comparer et d'ordonner les différentes possibilités de distribution et d'allocation de la Société. Il s'agit de savoir si une mesure de politique économique est préférable à une autre et de sélectionner des « politiques optimales ». Les critères de choix sont établis à partir d'un certain nombre de normes considérées comme largement admises. De ce fait deux critères jouent un rôle central en économie :

- **L'efficacité technique** (absence de gaspillage des ressources productives).
- **L'optimalité parétienne**, qui combine l'efficacité technique et **l'efficacité dans l'échange** afin d'éliminer tout gaspillage d'utilité pour les participants à l'échange.

Ces critères sont des jugements de valeur minimaux, fondés sur une hypothèse individualiste : le jugement que la société porte sur une action ne dépend que de ses conséquences sur les préférences individuelles (le gain social et le « gaspillage social » sont détectés sur cette seule base).¹

Selon l'Approche normative, la République Démocratique du Congo ne dispose pas d'industries pour la transformation de ses matières premières. Il sied de savoir que la stabilité monétaire est fonction des échanges internationaux, mais ces échanges ne sont pas très rentables puisqu'ils sont en baisse suite au fait que les exportations sont constituées des produits bruts comme : le pétrole, le gaz, les minerais qui représentent 80% de ces exportations ; tandis que ces importations sont constituées des produits manufacturés.

Par ailleurs, la balance de liquidité détermine le volume des échanges ; si le solde est négatif ce qu'on échange moins s'il est positif ce qu'on échange plus. Voilà pourquoi la République Démocratique du Congo a intérêt à participer aux échanges ; au cas inverse les pays qui importent nos matières premières plus tard ils nous apporteront les produits finis à un prix élevé et cela constituera un manque à gagner pour notre économie. Outre cela, la République Démocratique du Congo gagnerait en produisant ce que les autres pays ne peuvent pas produire et en consommant ce qu'il ne peut pas produire et il gagnerait en termes de prix (prix national et prix international) et cela impacterait positivement sur la balance commerciale.

En rapport avec la fonction du bien-être social, selon l'approche descriptive ; l'économie publique normative se propose de rendre maximum le bien-être social. Mais ce terme peut avoir des significations très différentes. Dans les théories « holistes (ou

¹ Hannequart G., Greffe X. (1985), Economie des interventions sociales, Paris : Economica

« organicistes », l'Etat est considéré comme une réalité en soi, supérieure aux individus composant le groupe social et totalement distincte d'eux. Le bien-être social W est ce que l'Etat dit qu'il est, c'est-à-dire qu'il ne dépend que de la fonction de préférence de l'Etat, U_E , sur les modes sociaux de consommation des m bien par les n individus de la société :

$$W = W [U_E(x_{11}, \dots, x_{1m}, x_{21}, \dots, x_{2m}, \dots, x_{n1}, \dots, X_{nm})].$$

Dans la théorie individualiste, l'institution étatique n'a pas de réalité propre. Elle n'est qu'un instrument utilisé par les individus dans le but de poursuivre leur intérêt personnel par d'autres voies que le marché. Le consommateur est « souverain » pour tous les biens qu'il consomme, qu'il s'agisse des biens fournis par le marché ou des biens fournis par l'Etat (**Théorie dite de la souveraineté du consommateur**).²

En dehors de toute discussion sur sa légitimité philosophique, le concept individualiste de bien-être pose deux catégories de problèmes :

- Il existe dans toute société des limites à la souveraineté du consommateur. L'Etat utilise toujours, à un moment ou un autre, son pouvoir de contrainte pour imposer aux individus certaines préférences dans le but avoué de « faire leur bonheur malgré eux ». Il est difficile de dire que cet exercice de la tutelle publique sur les préférences individuelles n'est jamais justifié. Peu de personne refuseront par exemple l'idée que l'Etat contrôle la distribution des médicaments (par l'intermédiaire des médecins et des pharmaciens).
- L'idée même d'un bien-être social « individualiste » suppose que l'on puisse établir un indicateur unique à partir d'une agrégation des préférences individuelles. Or, selon le théorème d'impossibilité (de Kenneth Arrow), il n'est pas techniquement possible de construire un tel indicateur tout en respectant certaines normes minimales, d'ordre éthique ou logique.

En ce qui concerne l'Approche Normative, l'équité fait défaut en RDC puisque les politiques visent d'abord leurs intérêts et pourtant ils devraient viser l'intérêt collectif. Dans un autre cadre, nous avons aussi constaté qu'il y a quelques failles dans le service de contrôle en RDC du fait que le service qui est chargé de le faire, fait entrer des produits en état de péremption. L'Etat ne devrait pas seulement se limiter à un contrôle des produits qui entrent, il devrait aussi procéder à un contrôle interne puisque selon notre prospection nous avons constaté que certains opérateurs économiques vendent des produits en état de péremption.

² Hannequart G., Greffe X., (1985), OP Cit, Paris : Economica.

Par ailleurs, en ce qui concerne les défaillances du marché ; les inégalités et déséquilibres engendrés par le marché constituent l'une des raisons qui justifient l'intervention de l'Etat, il s'agit de la défaillance du marché. En effet, la défaillance du marché est un phénomène qui relève des dysfonctionnements et des déséquilibres entre les producteurs et les consommateurs. C'est pourquoi une approche des relations entre les sphères de consommation et de production fut proposée à partir de la fin des années 1960 par les théoriciens dits de la régulation dans le but de résoudre la crise du capitalisme.

Ce courant repose grandement sur l'approche marxiste. Il prend chez cette dernière les idées de groupes différents en conflit dans l'attribution des richesses créées lors de la production, de la dynamique d'évolution du mode de production capitaliste et des crises qui l'accompagnent. Il intègre également des éléments importants de la théorie keynésienne, tels que la demande effective, les anticipations des agents économiques, le rôle actif de la monnaie dans la sphère réelle et des institutions dans le circuit économique.

Après la seconde guerre mondiale, la consommation devient le moteur de la croissance jusqu'au milieu des années 1960, lorsque la mécanique de croissance se dérègle.³

En somme, la croissance de la production apparaît plus comme la conséquence d'une meilleure utilisation des facteurs de production que de leur plus grande utilisation ; le rôle du progrès technique et de sa diffusion, ainsi que l'importance du capital humain n'étant pas à négliger. En raison d'externalités positives, l'investissement public, lorsqu'il est consacré à la recherche, à la formation et au développement des infrastructures de communications, s'avère être un soutien essentiel de la croissance économique. Il permet en effet de moderniser les structures économiques et plus particulièrement le système productif.

En ce qui concerne l'approche normative, en RDC l'industrialisation est freinée par la corruption : des dizaines de millions de dollars d'argent public destinés à soutenir l'industrie ont été détournés. Pour expliquer que l'Afrique est le continent le moins industrialisé de la planète, les experts avancent souvent un manque d'électricité, des infrastructures défaillantes et une difficulté d'accès aux capitaux. En RDC, s'ajoute à cela la corruption à grande échelle.⁴

La croissance est en baisse en RDC suite à la baisse de la consommation liée à la hausse de taux d'inflation. Il sied de savoir que la croissance représente la variation positive des biens et services. De ce fait, il faut produire pour satisfaire d'abord les besoins de la population et exporter l'excédent de la production ; en faisant cela la RDC pourrait équilibrer le marché.

³ Pondaven C. (1994), *Economie des décisions Publiques*, Paris : Vuibert. St Martin's Press.

⁴ *Rapport de l'IGF*, 2020.

Quant au Financement ; il sied de savoir qu'il est réalisé de manière interne par voie d'autofinancement et/ou de manière externe par le recours aux marchés financiers et des institutions financières.⁵

Selon l'Approche descriptive, un Etat fait recours aux capitaux propres et aux emprunts qui permettent d'augmenter les capitaux propres pour son financement. De ce fait, lorsqu'un Etat fait recours aux emprunts c'est pour limiter l'effet d'éviction de la dépense privée sur la dépense publique.

En effet, il existe deux façons principales pour un Etat de financer ses dépenses :

- Par l'impôt et
- Par la dette

Par ailleurs, l'impôt est préférable à la fois en termes de justice et d'efficacité ; tandis que la dette pose un problème puisqu'elle doit souvent être repayée.

En ce qui concerne l'approche normative, en République Démocratique du Congo ; l'Etat fait recours aux impôts et aux dettes pour financer ses dépenses.

Néanmoins, ce qui laisse à désirer c'est le fait que lorsque nos autorités contractent une dette, ils n'utilisent pas ça à bon escient puisqu'au lieu d'affecter cet argent dans un projet d'investissement qui pourrait créer de la richesse et augmenter les capitaux propres ; ils utilisent ça pour couvrir les dépenses de fonctionnement.

Toutefois, en ce qui concerne les Secteurs « reels » et « Monétaires » ; très tôt dans l'histoire de la pensée économique, on s'est aperçu que des variations de la quantité de monnaie étaient associées à des variations du niveau des prix.

Au XIXème siècle, les économistes classiques ont présenté les premières théories dignes de ce nom du fonctionnement de l'économie.

La monnaie y jouait un rôle très particulier. On pensait que l'économie pouvait être divisée en une partie « réelle » et une partie « monétaire ».⁶

L'affectation des ressources était déterminée dans la partie réelle de l'économie, par les forces de l'offre et de la demande des prix relatifs. La production de la viande de bœuf par rapport à la viande de porc dépendait selon cette théorie de la relation existant entre les prix de ces deux biens. Si le prix du bœuf est inférieur au prix du porc et si leur coût de production est à peu près identique, on a alors tendance à produire du bœuf plutôt que du porc chaque fois que l'on a à choisir entre ces deux possibilités.

⁵ <http://www.sciencepo.fr>

⁶ (DELEPLACE G. (2009), *Histoire de la pensée économique...* - Google Scholar, s. d.)

Or, La distinction stricte des économistes classiques entre un secteur réel et un secteur monétaire ne concernait que des positions d'équilibre. Ces économistes étaient néanmoins farouchement opposés à l'inflation en raison des dommages que pouvait causer le passage d'un niveau de prix à un autre.

Le rôle joué par les variations du niveau des prix peut être résumé ainsi : les différents prix varient à des rythmes différents ; l'inflation agit donc sur les prix relatifs et, par suite, sur l'efficacité des ressources ; que l'inflation diminue le revenu réel de tous ceux qui ont un revenu fixé en termes monétaire et enfin les inflations non anticipées redistribuent le revenu en faveur des emprunteurs et aux dépens des prêteurs.

En cas d'hyper inflation, c'est-à-dire lorsque l'inflation dépasse un certain seuil, les prix ont tendance à s'accroître à un taux qui s'accélère rapidement. Cela vient du fait que, si les prix s'accroissent suffisamment vite, la monnaie cesse d'être une réserve de valeur satisfaisante, même sur une très courte période. Les individus qui ont la monnaie s'empressent de la dépenser et ceux qui ont des biens sont moins en moins disposés à accepter en échange une monnaie qui se déprécie rapidement. Les individus qui possèdent de la monnaie cherchent des actifs réels (des biens matériels), qui sont des réserves de richesse plus sûres, et ils sont prêts à fournir en échange des montants croissants de monnaie.

Cet empressement à dépenser la monnaie accélère l'accroissement des prix jusqu'à ce que les individus refusent finalement d'accepter la monnaie en échange des prix monétaires qui s'effondrent et le troc devient le seul moyen d'échange acceptable. La monnaie perd toutes ses fonctions monétaires.

Selon le niveau de l'inflation, on distingue la zone d'inflation qui est de (0 à 2 % par an), une inflation « rampante » de (+2% à 9 % par an), et un niveau d'inflation « galopante » (+ de 9 % par an) et l'hyperinflation de + de 15%).

Selon l'approche normative, pendant la période sous-étude les taux d'inflation étaient de : 4,20% en 2016 qui est une inflation rampante ; 40% en 2017 là c'est l'hyperinflation qui était causée par un déséquilibre macroéconomique, suite à un fort déficit de la balance commerciale ; 7% en 2018 qui est une inflation rampante ; 7% en 2019 et enfin : 7% en 2020.⁷

Néanmoins, il serait mieux que le taux d'inflation soit de 2% puisqu'un taux d'inflation plus élevé a divers coûts pour l'économie. Il sied de savoir qu'une inflation élevée peut créer

⁷ Rapport de la Banque Centrale, 2020, P. 9

de l'incertitude et de la confusion pour les entreprises. Pourtant avec la hausse de prix des produits et des matières premières, il devient moins intéressant d'investir.

De ce fait, pour resorber l'inflation en RDC; il faudrait que l'Etat Congolais puisse :

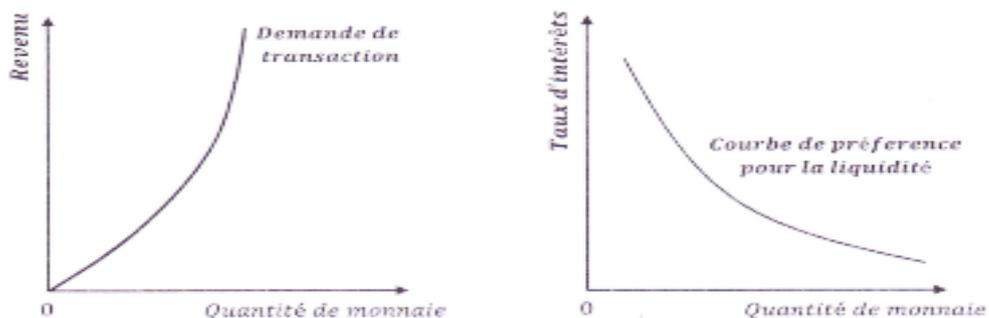
- Éviter le déficit du budget, puisqu'il peut contraindre la RDC à recourir par exemple aux ressources de trésorerie ; c'est-à dire les emprunts à court terme et la planche à billets. Or cette masse monétaire sans contre partie, risque de créer l'inflation et ce cycle infernal se renouvelerait étant donné que l'inflation provoque l'augmentation de prix des biens et services, cette dernière augmente les dépenses de l'Etat et recourt au financement monétaire.
- Veillez sur **le maintien d'un taux de devises suffisant** qui est aussi nécessaire car s'il est constaté un manque de devise, le pays est obligé de vendre son argent pour en acheter.
- Produire afin d'exporter l'excédent de sa production pour équilibrer sa balance de paiement ; puisqu'un déséquilibre entre import et export déprécie la monnaie.

Néanmoins, la demande de monnaie est une fonction inverse du taux d'intérêt ; tout ça puisque le taux d'intérêt du marché mesure le coût d'opportunité de la détention d'encaisses monétaires (puisque la monnaie peut être prêtée et élevée et moins on détiendra de monnaie pour des motifs de précaution). Le taux d'intérêt agit également sur la détention de monnaie pour des motifs de spéculation. Plus le taux d'intérêt paraîtra faible, compte tenu des anticipations concernant le taux d'intérêt « normal », et moins les obligations seront intéressantes et donc plus on préférera substituer de la monnaie aux obligations. Les motifs de précaution et de spéculation conduisent l'un et l'autre à poser cette hypothèse.

La courbe reliant la demande de monnaie aux taux d'intérêts est souvent appelée « courbe de préférence pour la liquidité ».

Toutes ces hypothèses fondamentales sont représentées sur le graphique A ci-dessous :

Graphique A : Les deux composantes de la demande de monnaie

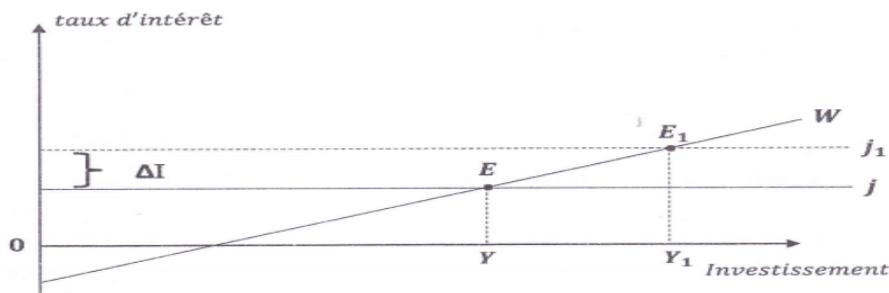
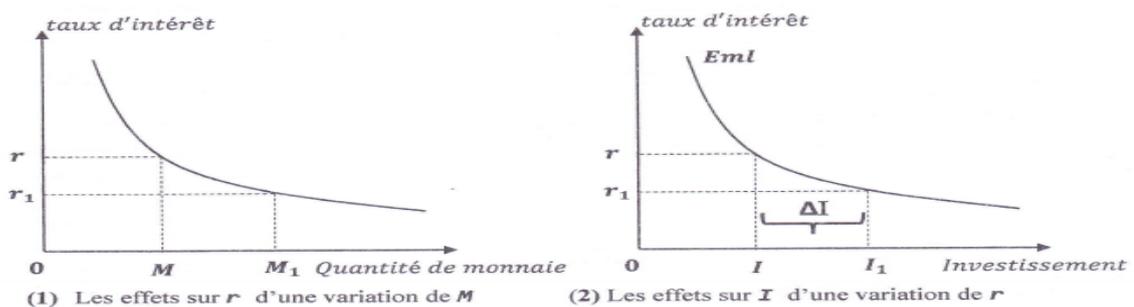


La partie (1) du graphique montre que la demande de monnaie est une fonction du revenu national.

La partie (2) montre que la demande de monnaie est une fonction inverse du taux d'intérêt qui, pour sa part est une mesure du coût d'opportunité de la détention de monnaie.

En ce qui concerne l'Accroissement de l'offre de monnaie ; supposons que le montant de la monnaie détenue par les entreprises et les ménages s'accroisse de 10% et que les agents essaient d'investir ce montant supplémentaire de monnaie en achetant des obligations et d'autres portants intérêts. L'accroissement soudain de la demande, fait qui en résulte, invite les agents économiques à détenir davantage de monnaie, à la fois pour des motifs de spéculation (les obligations étant jugées « bien chers ») et pour des motifs de précaution (il y a une baisse du coût d'opportunité de la monnaie détenue pour faire face à l'incertain). Un accroissement de l'offre de monnaie a donc pour effet de diminuer le taux d'intérêt. Le graphique B₍₁₎ illustre ce phénomène.

Graphique B. Les effets d'une variation de la quantité de monnaie sur le revenu national



Les effets d'une variation de I sur Y

(1) Le taux d'intérêt initial est r et on détient une quantité de monnaie de M pour des motifs de précaution et de spéculation. La quantité de monnaie disponible de M pour ces motifs s'accroît en M_1 . Personne ne désire détenir le supplément de monnaie au taux d'intérêt et chacun essaie d'acheter des titres avec cette monnaie.

Ceci fait monter le prix des titres et baisser le taux d'intérêt au niveau r_1 ou toute la monnaie supplémentaire est absorbée dans les encaisses de spéculation et de précaution.

(2) Une baisse du taux d'intérêt de r à r_1 accroît l'investissement de I à I_1 (l'accroissement est noté ΔI sur le graphique).

(3) Le niveau initial d'équilibre du revenu national est Y . La baisse du taux d'intérêt augmente l'investissement de ΔI . Ceci correspond à une augmentation des injections de j à j_1 le revenu national d'équilibre passe de Y à Y_1 .

Le graphique $B_{(2)}$ montre les effets sur la dépense d'investissement.

L'investissement correspond à une injection dans le flux circulaire de revenu et il est vraisemblable que son accroissement produira un effet multiplicateur sur le revenu national.

En Bref, les effets ont lieu en trois étapes :

1. Les autorités centrales augmentent la quantité de monnaie et les entreprises et les ménages essaient de dépenser la nouvelle monnaie sous forme d'obligations, ce qui fait croître leur prix et provoque une baisse du taux d'intérêt.
2. Le volume de l'investissement augmente en réponse à la baisse des taux d'intérêt.
3. Le niveau du revenu national augmente de K fois l'accroissement de l'investissement (où K est le multiplicateur).

Quant à la baisse de l'offre de monnaie ; supposons maintenant que la Banque Centrale diminue l'offre de monnaie. Les entreprises et les ménages estiment qu'ils n'ont pas (ou qu'ils ne peuvent pas emprunter facilement) toute la monnaie et de convertir une partie de leurs obligations en monnaie. Cet empressement à vendre des obligations fait baisser le prix des obligations, c'est-à-dire fait augmenter le taux d'intérêt ; cette hausse du taux d'intérêt provoque à son tour une réduction de l'investissement. Le processus de multiplication joue maintenant en sens inverse et le revenu national baisse au multiple, à la suite de dépense d'investissement. Outre cela, la banque centrale augmente le taux d'intérêt pour réduire la demande de crédit en cas d'inflation.

Les variations monétaires font sentir leur influence dans tout le système économique parce qu'une hausse de l'offre de monnaie diminue les taux d'intérêts et accroît ainsi l'investissement, le revenu national, l'emploi et la consommation et parce qu'une baisse de l'offre de monnaie a les effets inverses.

L'offre de monnaie est liée à la demande globale par le taux d'intérêt ; c'est pourquoi la monnaie n'est pas neutre dans l'analyse macro-économique moderne.

Selon l'approche normative, le taux directeur banque centrale avait les éléments ci-après :

- le taux directeur de la banque central ayant les taux ci-après : 7,00% en 2016 ; 20% en 2017 ; 14% en 2018 ; 9% en 2019 et enfin 18,50% en 2020.

- Banque centrale facilités permanentes ayant les taux ci-après : 10,50% en 2016 ; 21,00 en 2017 ; 15,00 en 2018 ; 10,00 en 2019 et enfin : 19,50% en 2020.

Par ailleurs, le taux créditeur Banque Centrale :

- A 7 jours : 4,22% en 2016 ; 15,13% en 2017 ; 1,57% en 2018 ; 2,00% en 2019 et enfin 12,00% en 2020.
- A 14 jours : 0,00% en 2016 ; 0,00% en 2017 ; 0,00% en 2018 ; 0,00% en 2019 ; 0,00% en 2020.
- A 28 jours : 0,00% en 2016 ; 20,00% en 2017 ; 4% en 2018 ; 2,51% en 2019 et enfin 0,00% en 2020.
- A 84 jours : 0,00% en 2016 ; 0,00% en 2017 ; 10,00% en 2018 ; 4,30% en 2019 et enfin 0,00% en 2020.⁸

Et il sied de savoir que l'inflation est généralement contrôlée par la banque centrale et selon la politique monétaire les taux d'intérêts plus élevés réduisent la demande de monnaie dans l'économie. Tout ça puisqu'il existe un lien entre la masse monétaire et l'inflation.

De surcroît, l'augmentation rapide des déficits publics en République Démocratique du Congo a entraîné le gonflement de la dette publique. Cet endettement excessif réduit fortement des manœuvres de l'Etat pour de nouvelles interventions. L'Etat entre dans ce que l'on appelle « effet boules de neige » de la dette publique : l'augmentation de la dette et la hausse de taux d'intérêts accroissent bien entendu les charges d'intérêts. Au départ celles-ci ne sont qu'une conséquence du déficit. Toutefois elles en deviennent plus tard une cause : passer un certain seuil, les intérêts sur la dette sont tellement élevés qu'il faut emprunter pour les payer, entraînant un nouvel accroissement de la dette, et ainsi de suite. Lorsque l'Etat est très endetté, il n'a pratiquement plus de marge de manœuvre pour affecter de l'argent à des nouveaux besoins. Or la collectivité est confrontée à une série de défis à relever : améliorer la formation, assurer une meilleure sécurité, lutter plus efficacement contre l'exclusion sociale, sauvegarder l'environnement, etc.

L'Etat est étrié lorsqu'il s'agit de contrôler les agissements des sociétés multinationales ou de réguler les marchés financiers.

⁸ *Rapport de la Banque Mondiale*, 2020, P. 167

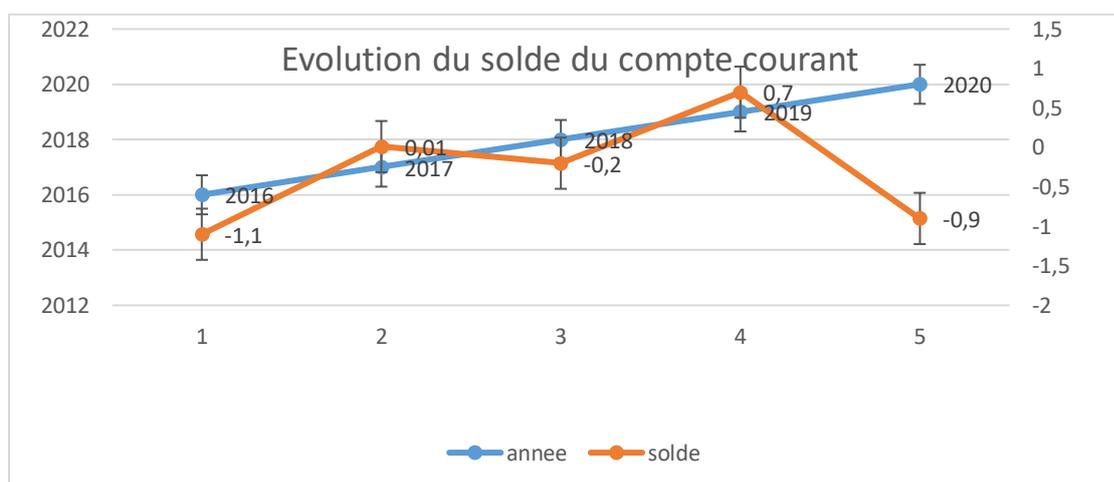
Tableau n°1 : Programme de Stabilité en RDC de 2016 à 2020

	2016	2017	2018	2019	2020
Hypothèse de la croissance du PIB	415	409	469	519	471
Solde budgétaire	-1,1	0,01	-0,2	0,7	-0,9
Dettes publique/PIB	19,53%	19,19%	15,05%	15,00%	15,62

Source : Rapport de la Banque Centrale.

Commentaire : A la lecture de ce tableau, nous constatons que l'Etat congolais a engrangé des déficits budgétaires au cours de l'année : 2016, 2018 et enfin 2020 ; ce qui a entraîné le gonflement de la dette publique.

Illustration sur graphique:



En ce qui concerne les défaillances organisationnelles ; Selon l'approche normative, elles résultent d'inefficacité dans le fonctionnement interne de l'Etat. Quatre principales sources d'inefficacité de l'Etat comme organisation sont épinglées :

-La bureaucratie : Selon cette théorie, les bureaucrates cherchent à maximiser une fonction de pouvoir et de prestige, ce qui implique la recherche des financements et d'employés de l'Etat en quantité toujours croissante. Les différentes parties constituantes de l'Etat tendent à se concurrencer sur les crédits et à formuler des demandes accrues de crédits pour garantir leur statut et leur pouvoir au sein de l'Administration. Un problème apparaît : celui d'asymétrie d'information entre l'autorité de tutelle habilitée à distribuer les financements aux subordonnés.

-La contrainte de réélection : les détenteurs du pouvoir, en particulier les mandataires cherchent à maximiser leur chance de réélection en République Démocratique du Congo

et non pas une fonction de bien-être collectif, ce qui les conduit à prendre des mesures démagogiques avant l'élection. C'est pourquoi les dépenses publiques sont toujours en croissance pendant la période électorale.

-La faible incitation à l'effort : les promotions dans les services étant généralement régies par des règles administratives, les individus les plus efficaces ne peuvent pas être récompensés à la hauteur de leurs efforts, comme non plus les individus moins efficaces ne peuvent pas être sanctionnés à la hauteur de leur inefficacité.

-L'inertie dans le périmètre de l'Etat : La diminution de la taille de l'Etat est une mission quasiment impossible en raison des réticences de ses employés et de leur pouvoir de blocage.

En ce qui concerne les défaillances allocatives ; Selon l'approche normative elles résultent des propriétés du comportement de l'Etat dans ses interactions avec l'économie.

Parmi ces propriétés, on distingue trois cas ; à savoir :

- Rationalité limitée de l'Etat congolais : Comme toute organisation, l'Etat congolais évolue généralement en avenir incertain. Il ne sait pas avec certitude comment les agents économiques vont réagir à ses politiques ; il ne sait pas quels standards technologiques qui vont s'imposer. Quand il agit dans ces contextes d'informations imparfaites, l'Etat procède par « essai-erreur » comme n'importe quelle autre organisation. En cas d'erreur, comme par exemple le financement des technologies que le marché ne va pas choisir, des ressources financières ont été gâchées lesquelles auraient pu être investies plus judicieusement. Si les entreprises privées procèdent aussi par essai-erreur, en matière d'innovation les erreurs sont financées non par l'impôt, mais par des fonds privés investis par les agents ayant choisis le risque.
- La concurrence déloyale : les entreprises publiques disposant de clientèle captives qui sont en mesure d'extraire une rente sur ces marchés et d'utiliser celle-ci pour mener une concurrence déloyale à des entreprises privées sur des marchés concurrentiels. On pourrait parler « d'effet d'éviction concurrentielle » au même titre que les dépenses qui entraînent un effet d'éviction vis-à-vis des investissements.
- Le service des intérêts particuliers : la théorie du « marché politique » présente les candidats comme des offreurs de programmes politiques, tandis que les citoyens sont des demandeurs et que le prix est le bulletin de vote. Ainsi, les groupes d'intérêts qui votent pour un programme moyennant leur bulletin de vote en exigeant en retour des privilèges. On parle à ce propos de « recherche de rente ».

CONCLUSION

Devant l'abondante littérature théorique, tant qu'empirique sur la défaillance de l'économie publique en République Démocratique du Congo, ce papier avait pour ultime objectif de montrer les inefficacités de l'économie publique en RDC. Outre cela, il a été aussi question que nous apportions des pistes des solutions pour aider l'Etat congolais à faire mieux. Il va de soi que l'Etat Congolais a engrangé des inefficacités en ne résorbant pas l'inflation, les inégalités et en ne baissant pas les taux d'intérêts.

L'Etat a aussi engrangé les défaillances dans le cadre de l'utilisation des ressources ; à savoir les défaillances organisationnelles et les défaillances allocatives. De ce fait, Pour résorber l'inflation l'Etat congolais devrait : - veuillez à la **stabilité du taux de change qui** est un facteur d'équilibre extérieur important. Un déséquilibre entre exportations faibles et importations croissantes déprécie la monnaie nationale face aux monnaies étrangères : en effet, le pays, pour importer des produits, développe une forte demande en devises étrangères alors que la demande en monnaie nationale reste faible. Néanmoins pour le cas de la République Démocratique du Congo ; les importations sont supérieures aux exportations ce qui déprécie la monnaie nationale.

-Veuillez sur le **maintien d'un taux de devises suffisant qui** est aussi nécessaire car s'il est constaté un manque de devises, le pays est obligé de vendre son argent pour en acheter.

- **Eviter le déficit du budget** puisqu'il peut contraindre l'Etat congolais à recourir par exemple aux ressources de trésorerie ; or cette masse monétaire sans contre partie risque, de créer l'inflation.

En ce qui concerne les taux d'intérêts appliqués par la banque centrale, l'Etat doit tout faire pour résorber l'inflation au cas inverse la banque centrale haussera les taux d'intérêts pour décourager les emprunteurs ; c'est le cas en RDC suite à l'inflation la Banque Centrale a été contrainte de hausser les taux d'intérêts pour décourager les opérateurs économiques à contracter des crédits. L'Etat Congolais devrait aussi bien utiliser ses ressources en les échangeant avec d'autres pays et cela impacterait positivement la balance commerciale ; malheureusement l'économie de la RDC est extravertie elle dépend de l'extérieur ce qui impacte négativement sa balance commerciale.

En dépit de ces résultats, plusieurs autres questions sont restées en suspens ; sortant donc du cadre de cette étude et espérons que d'autres chercheurs mèneront aussi des recherches.

Bibliographie

1. (*Rapport de la Banque Mondiale, 2020, P. 167 - Google Scholar, s. d., p. 167*)
2. (*Rapport de la Banque Centrale, 2020, P. 9 - Google Scholar, s. d., p. 9*)
3. (*Hannequart G., Greffe X. (1985), Economie des... - Google Scholar, s. d.*)
4. *DELEPLACE G. (2009), Histoire de la pensée économique... - Google Scholar. (s. d.).*

Consulté 27 mai 2024, à l'adresse

https://scholar.google.com/scholar?hl=fr&as_sdt=0%2C5&q=++DELEPLACE+G.+%282009%29%2C+Histoire+de+la+pens%3%A9e+%3%A9conomique%2C+Quadri+ge%20FPUF%2C+Paris.&btnG=

5. *Hannequart G., Greffe X. (1985), Economie des... - Google Scholar. (s. d.).* Consulté 27 mai 2024, à l'adresse
https://scholar.google.com/scholar?hl=fr&as_sdt=0%2C5&q=+++Hannequart+G.%2C+Greffe+X.+%281985%29%2C+Economie+des+interventions+sociales%2C+Paris+%3A+Economica&btnG=

6. *Rapport de la Banque Centrale, 2020, P. 9—Google Scholar. (s. d.).* Consulté 27 mai 2024, à l'adresse
https://scholar.google.com/scholar?hl=fr&as_sdt=0%2C5&q=Rapport+de+la+Banque+Centrale%2C+2020%2C+P.+9&btnG=

7. *Rapport de la Banque Mondiale, 2020, P. 167—Google Scholar. (s. d.).* Consulté 27 mai 2024, à l'adresse
https://scholar.google.com/scholar?hl=fr&as_sdt=0%2C5&q=++Rapport+de+la+Banque+Mondiale%2C+2020%2C+P.+167&btnG=